

12.3914

Motion de Buman Dominique.
Ausschreibungsverfahren
in den drei Amtssprachen
des Bundes

Motion de Buman Dominique.
Appels d'offres
dans les trois langues officielles
de la Confédération

Nationalrat/Conseil national 16.09.14
 Ständerat/Conseil des Etats 08.12.14 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)
 Ständerat/Conseil des Etats 18.06.15

14.3872

Motion Regazzi Fabio.
Für eine korrekte Nutzung
der Amtssprachen
in den öffentlichen Ausschreibungen
von bundesnahen Betrieben

Motion Regazzi Fabio.
Pour une utilisation conforme
des langues officielles
dans les appels d'offres publics des
entreprises liées à la Confédération

Mozione Regazzi Fabio.
Per un uso corretto
delle lingue ufficiali nei bandi
di gara delle imprese parastatali

Nationalrat/Conseil national 12.12.14
 Ständerat/Conseil des Etats 18.06.15

14.3886

Motion Cassis Ignazio.
Für eine sprachenfreundliche
Vergabe auch von kleinen
öffentlichen Aufträgen
im Interesse unserer KMU

Motion Cassis Ignazio.
Respect du multilinguisme
dans les procédures d'adjudication
de marchés publics, même petits,
dans l'intérêt de nos PME

Mozione Cassis Ignazio.
Per un'aggiudicazione rispettosa
delle lingue anche per gli appalti
pubblici di minore entità
nell'interesse delle nostre PMI

Nationalrat/Conseil national 12.12.14
 Ständerat/Conseil des Etats 18.06.15

12.3914

Antrag der Mehrheit
 Ablehnung der Motion

Antrag der Minderheit

(Maury Pasquier, Häberli-Koller, Savary, Seydoux, Zanetti)
 Annahme der Motion

Proposition de la majorité

Rejeter la motion

Proposition de la minorité

(Maury Pasquier, Häberli-Koller, Savary, Seydoux, Zanetti)
 Adopter la motion

14.3872, 14.3886

Antrag der Kommission

Annahme der Motionen

Proposition de la commission

Adopter les motions

Le président (Comte Raphaël, premier vice-président): Vous avez reçu un rapport écrit de la commission. Le Conseil fédéral propose le rejet de la motion 12.3914 et l'adoption des motions 14.3872 et 14.3886.

Luginbühl Werner (BD, BE), für die Kommission: Alle drei Motionen befassen sich mit der Verwendung der Amtssprachen in Zusammenhang mit Ausschreibungen des Bundes oder bundesnaher Betriebe.

Mit der Motion Regazzi soll der Bundesrat beauftragt werden, dafür zu sorgen, dass in den bundesnahen Betrieben bei Ausschreibungen von Aufträgen bezüglich der Nutzung von Amtssprachen vergleichbare Regeln gelten wie bei öffentlichen Aufträgen des Bundes. Der Bundesrat beantragt Annahme der Motion. Er ist daran, dieses Anliegen in der laufenden Revision des öffentlichen Beschaffungswesens umzusetzen; dies nach Kenntnisnahme einer Studie zu den Sprachbarrieren im öffentlichen Beschaffungswesen. Der Nationalrat nahm die Motion im Dezember 2014 an. Ihre Kommission beantragt Ihnen einstimmig, den Bundesrat zu unterstützen und die Motion ebenfalls anzunehmen.

Die Motion Cassis will den Bundesrat beauftragen, dafür zu sorgen, dass die Regeln zur Nutzung der Amtssprachen für Bauaufträge des Bundes dahingehend anzupassen seien, dass sie unabhängig vom Umfang des Auftrages für alle Ausschreibungen gleichermaßen gelten. Der Bundesrat hat am 30. April 2014, also nach Kenntnisnahme des soeben erwähnten Berichtes entschieden, genau in diese Richtung zu gehen. Das Anliegen des Motionärs wird in der gegenwärtig stattfindenden Revision des Beschaffungsrechts umgesetzt. Der Nationalrat hat die Motion im Dezember 2014 angenommen. Die Kommission beantragt Ihnen einstimmig, zur Unterstützung der Massnahme auch diese Motion anzunehmen.

Kontroverser verlief die Diskussion bei der Motion de Buman. Diese verlangt, es seien alle rechtsetzenden Massnahmen zu ergreifen, damit der Bund künftig bei Ausschreibungen und bei der Entgegennahme von Angeboten konsequent alle drei Amtssprachen des Bundes verwendet und akzeptiert. Dieser Vorstoß wurde hier am 8. Dezember 2014 bereits einmal an diskutiert. Damals hatte die Kommission mit 5 zu 3 Stimmen die Ablehnung beantragt. Der Rat wies das Geschäft aber zurück, mit dem Auftrag, die Ende 2013 erschienene Schätzung der Westschweizer Regierungskonferenz bezüglich der nach Sprachregionen aufgeteilten Vergabe öffentlicher Aufträge zu analysieren. Diese Studie hat die Kommission inzwischen zur Kenntnis genommen. Die Kommission erkennt, dass sprachliche Hürden im Beschaffungswesen eine Rolle spielen. Angesicht der Empfehlung der Regierungskonferenz des Bundes zur Förderung der Mehrsprachigkeit und der in Zusammenhang mit den beiden erstgenannten Motionen erwähnten Verbesserung im Rahmen der laufenden Revision des öffentlichen Beschaffungsrechts sieht die Kommission keinen Bedarf,

dem Bundesrat zusätzliche Aufträge zu erteilen, dies umso weniger, als der Bundesrat in der Vernehmlassung zum öffentlichen Beschaffungsrecht vorgeschlagen hat, dass man im Einladungsverfahren mindestens eine Offerte aus einer anderen Sprachregion einverlangt. Dies soll auf Verordnungsstufe vorgesehen werden.

Würde man die Motion de Buman annehmen und weit auslegen, könnte verlangt werden, dass bei allen Vergabeunterlagen, bei allen Verhandlungen und bei allen Verträgen das Erfordernis dreier Sprachen gilt. Dies würde beträchtliche Mehraufwendungen und Mehrkosten verursachen, obwohl zumindest fraglich wäre, ob eine solche Regelung in der Praxis wirklich von konkretem Nutzen wäre. Die Kommission kam klar zum Schluss, dass der Aufwand in einem ungünstigen Verhältnis zum effektiven Mehrnutzen stehen würde, und beantragt Ihnen deshalb mit 7 zu 5 Stimmen, die Motion de Buman abzulehnen.

Maury Pasquier Liliane (S, GE): C'est dans une langue minoritaire que je prends la parole pour défendre la proposition de la minorité, qui a obtenu un soutien relativement fort en commission.

Lorsque nous nous sommes penchés une première fois sur la motion 12.3914, je proposais déjà de l'adopter. Ma conviction n'a pas changé après l'examen en parallèle des motions 14.3872 et 14.3886. Bien au contraire!

Dans ses avis du 12 novembre dernier relatifs aux deux dernières motions précitées, le Conseil fédéral rappelle le fait qu'il a décidé, le 30 avril 2014, d'admettre les trois langues officielles pour les communications des participants à la procédure d'adjudication, décision qu'il souhaite concrétiser dans le cadre de la révision de la législation sur les marchés publics actuellement en consultation. Au motif que le voeu des auteurs des deux motions est exaucé, le Conseil fédéral propose d'accepter celles-ci.

Il propose en revanche de rejeter la motion 12.3914, mais son avis date de 2012, soit avant sa décision du 30 avril 2014 et avant les recommandations émises par la Conférence des achats de la Confédération en août de la même année. Or si la question de savoir s'il est indiqué d'édicter ou non des règles de droit – raison formelle invoquée à l'époque pour rejeter la motion – était encore ouverte en 2012, elle est désormais caduque. Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf a du reste déclaré, lors des débats au Conseil national, qu'elle pouvait adhérer sur le fond aux objectifs visés par la motion.

Il serait à mon avis difficilement compréhensible d'accepter deux motions dont les objectifs ont été pris en compte et d'en rejeter une troisième dont l'objectif a lui aussi finalement été pris en compte. Cette dernière est d'ailleurs soutenue par l'Union suisse des arts et métiers, au même titre que les deux autres.

Sur le fond, la systématisation au niveau de la Confédération de l'utilisation et de la reconnaissance des trois langues officielles de notre pays lors de la publication d'appels d'offres et du traitement des soumissions est un moyen efficace de remédier à l'iniquité de la situation actuelle, selon laquelle les entreprises de la Suisse latine se voient adjuger un pourcentage de marché inférieur au poids économique des cantons latins.

Il n'y a pas si longtemps de cela, un appel d'offres des CFF concernant d'importantes infrastructures, qui ne permettait pas aux entreprises non aptes à communiquer en allemand de déposer des offres, a fait couler beaucoup d'encre, à commencer par celle de la plume du Conseil d'Etat vaudois. Ce dernier s'en est en effet indigné par lettre adressée à Monsieur Andreas Meyer, grand patron des CFF.

Après de nombreuses propositions parlementaires et l'intervention de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale, le Conseil fédéral a lui-même donné le mandat à la Conférence des achats de la Confédération d'analyser la situation en matière d'appels d'offres. Dans ses recommandations, la Conférence des achats de la Confédération préconise entre autres le recours à une équipe d'évaluation plurilingue et la mise en place d'un service d'assistance dans

plusieurs langues sur les questions liées à la procédure d'adjudication.

Bref, ce rapport vient confirmer, si besoin était, la nécessité de communiquer dans les trois langues officielles, une nécessité qui dépasse la question spécifique des appels d'offres. En effet, la promotion du plurilinguisme dans l'administration fédérale fait l'objet de la motion de la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats 12.3009, «Promotion du plurilinguisme», adoptée par les deux chambres, et est notamment inscrite dans la loi sur les langues.

Comme je l'ai dit, des améliorations sont en cours, mais les efforts déployés par le Conseil fédéral doivent être poursuivis et soutenus. Les progrès, en matière de plurilinguisme, semblent en effet toujours fragiles. Il s'agit donc de renforcer les chances de réelle mise en oeuvre des recommandations en adoptant la motion 12.3914 qui formule une demande très précise, concrète et modeste, à savoir la prise en compte des trois langues officielles en accord avec tous les textes existants. Cette motion a par ailleurs été largement adoptée par le Conseil national le 16 septembre dernier.

Depuis son dépôt en 2012, de l'eau a coulé sous les ponts, comme on dit en français. Pour que cette eau continue à couler sans rencontrer trop d'obstacles, dans le sens de la cohésion nationale, de l'égalité de traitement et de la transparence, je vous invite à réaffirmer clairement la nécessité de communiquer dans les trois langues officielles en adoptant cette motion.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Zu den beiden Motions Cassis und Regazzi, die wir zur Annahme beantragen, möchte ich nicht mehr viele Ausführungen machen; Herr Ständerat Luginbühl hat bereits alles gesagt. Ich möchte aber zur Motion de Buman, die wir ja ablehnen, noch etwas sagen. Wir lehnen sie nicht im Grundsatz ab, das wurde gesagt. Wir haben sehr viel gemacht. Wir haben diese Studie mit einer Analyse der möglichen Gründe für eine Untervertretung der lateinischen Schweiz bei den Vergaben des Bundes verfassen lassen. Das war ja die Fragestellung von Herrn Nationalrat de Buman. Sie sehen, dass die Sprachbarrieren eine der Ursachen sind, aber natürlich nicht die einzige; wir zeigen auf, dass es viele andere Ursachen gibt, die wir ja auch angegangen sind.

Der Bundesrat hat nach Eingang und Analyse dieser Studie beschlossen, künftig die Eingaben der Verfahrensteilnehmer in allen Amtssprachen zuzulassen und in einem Einladungsverfahren zu verlangen, dass mindestens ein Angebot aus einer anderen Sprachregion kommen soll. Es sollen also nicht nur aus einer Sprachregion Angebote gemacht werden, sondern nach Möglichkeit wollen wir auch ein Angebot aus einer anderen Sprachregion haben.

Wir haben dann diese Vorstöße diskutiert, die Sie hier vorliegen haben. Im Rahmen der Behandlung der Motion Cassis haben wir erklärt, wie wir die Umsetzung der Motion de Buman vorsehen wollen. Schauen Sie den Text der Motion de Buman an: Mit dem, was wir zugesichert haben, erfüllen wir eigentlich alles. Wir haben es aber noch konkretisiert und gesagt, dass die Vergabestellen des Bundes künftig bei der Ausschreibung, das heißt bei der Publikation und bei der Entgegennahme von Angeboten, Anträgen auf Teilnahme und Fragen selber konsequent alle drei Amtssprachen des Bundes verwenden und selbstverständlich auch akzeptieren werden. Wir haben auch festgehalten, dass wir bei Bauaufträgen auf die sprachlichen Verhältnisse am Ort der Bauten Rücksicht nehmen wollen. Das heißt, dass Ausschreibungen, Zuschlag und Eingaben der Anbieter in der entsprechenden Sprache erfolgen sollen, also in der Romandie in Französisch, im italienischen Sprachraum in Italienisch, im deutschen Sprachraum in Deutsch.

Wir haben aber auch darauf hingewiesen, dass das für die Ausschreibung, die Eingabe und den Zuschlag gilt, nicht aber notwendigerweise für sämtliche Ausschreibungsunterlagen, weil es wirklich eine Frage der zeitlichen Dimension ist. Wie viel Zeit will man sich für solche Ausschreibungen und Verfahren nehmen? Wenn man auch die Ausschreibungsunterlagen in jedem Fall übersetzen würde, wäre das

ein Zeitverlust, ein zusätzlicher zeitlicher Aufwand und auch mit Kosten verbunden. Wir haben es gesagt: Alles andere – mit Ausnahme dieser Ausschreibungsunterlagen – werden wir immer übersetzen. Wir haben aber jetzt im Rahmen der Vorlage über das öffentliche Beschaffungswesen, die wir jetzt in der Vernehmlassung haben, auch darauf hingewiesen, dass diese Fragen zur Diskussion stehen. Wenn jetzt tatsächlich noch weitere Anforderungen kommen oder Massnahmen gewünscht und verlangt werden, dann werden wir im Rahmen dieser Vorlage noch einmal darüber diskutieren können.

Ich möchte Sie aber bitten, heute die Motion de Buman abzulehnen. Angesichts der Empfehlungen der Beschaffungskonferenz des Bundes, die auch bestätigt, dass wir das gemacht haben, was man sinnvollerweise machen kann und machen soll, und angesichts der laufenden Revision des öffentlichen Beschaffungsrechts möchte ich Sie bitten, die Motion de Buman abzulehnen und die beiden Motionen Cassis und Regazzi anzunehmen.

12.3914

Abstimmung – Vote
 Für Annahme der Motion ... 21 Stimmen
 Dagegen ... 14 Stimmen
 (1 Enthaltung)

14.3872, 14.3886 *Angenommen – Adopté*

07.3711

Motion Engelberger Edi.
Aufsichtsabgabe
nach Finanzmarktaufsichtsgesetz.
Berücksichtigung
der KMU-Interessen

Motion Engelberger Edi.
Taxe de surveillance perçue en vertu
de la loi sur la surveillance
des marchés financiers. Prise
en considération des intérêts des PME

Nationalrat/Conseil national 30.04.09
 Ständerat/Conseil des Etats 18.06.15

11.3757

Motion WAK-NR (10.489).
Finma.
Kosten der Untersuchungen
der Untersuchungsbeauftragten
Motion CER-CN (10.489).
FINMA. Prise en charge obligatoire
des frais occasionnés par
l'engagement d'un chargé d'enquête

Nationalrat/Conseil national 21.12.11
 Ständerat/Conseil des Etats 18.06.15

14.3031

Motion Feller Olivier.
Finma.
Sicherheitsüberprüfung
der Führungskräfte
vor ihrer Ernennung
Motion Feller Olivier.
FINMA.
Enquête de sécurité
concernant les dirigeants
avant leur nomination

Nationalrat/Conseil national 20.06.14
 Ständerat/Conseil des Etats 18.06.15

Le président (Hêche Claude, président): Vous avez reçu trois rapports écrits de la commission. La commission et le Conseil fédéral proposent de rejeter les trois motions.

Zanetti Roberto (S, SO), für die Kommission: Ich will versuchen, mich an das präsidiale Beschleunigungsgebot zu halten, und spreche, wie das gewünscht worden ist, in einem Aufwisch zu allen drei Geschäften. Die drei Geschäfte sind anlässlich der Sitzung vom 21. April besprochen worden. An der gleichen Sitzung haben wir ziemlich ausführlich über einen Bericht über die Regulierungs- und Aufsichtstätigkeit der Finma diskutiert. Dieser Bericht ist aufgrund diverser Postulate, unter anderem aufgrund des Postulates Graber Konrad 12.4095 erstellt worden. Ich sage zwei Sätze zum Bericht: Der Bericht zeichnet insgesamt ein grundsätzlich positives Bild der Finma. Es sind diverse Empfehlungen formuliert worden, die von der Finma entweder bereits umgesetzt worden sind oder deren Umsetzung im Gange ist.